

**Le développement de l'industrie locale par la petite et moyenne entreprise dans une wilaya côtière : étude de cas de Tizi-Ouzou (1962-2021)****The development of local industry by small and medium-sized enterprises in a coastal wilaya : case study of Tizi-Ouzou (1962-2021)**

MOUSSAOUI Abdelhakim*, université de Tizi-Ouzou (Algérie),
hakimoussaoui@yahoo.fr

AKKOUL Jugurtha, université de Tizi-Ouzou (Algérie),
akkoul.jugurta@hotmail.com

BIA Chabane, université de Tizi-Ouzou (Algérie), biachabane@yahoo.fr

Réception : 26/12/2023	Acceptation: 17/06/2023	Édition: 19/06/2023
-------------------------------	--------------------------------	----------------------------

Résumé:

L'objet de cet article est de s'interroger sur le rôle des petites et moyennes entreprises dans la dynamique industrielle locale de la wilaya de Tizi-Ouzou. Les résultats de la recherche relèvent principalement que la création des PME est une source de la production de richesse et la dynamique industrielle locale. Aussi, de nombreux domaines de l'action publique peuvent influencer sur les performances des entreprises et sur leur contribution à l'industrialisation. Notre démarche méthodologique se focalise sur la recherche documentaire en premier lieu pour clarifier un certain nombre de concepts et l'exploration en deuxième lieu des données statistiques des différentes sources scientifiques.

Mots clés: Création d'entreprises, Développement local, Entrepreneuriat.

Abstract:

The purpose of this article is to question the role of small and medium-sized enterprises in the local industrial dynamics of the wilaya of Tizi-Ouzou. The results of the research mainly show that the creation of SMEs is a source of wealth production and local industrial dynamics. Also, many areas of public action can influence the performance of companies and their contribution to industrialization. Our methodological approach focuses on documentary research in the first place to clarify a certain number of concepts and the exploration in second place of statistical data from different sources.

Keywords: Business Creation, Local Development, Entrepreneurship.

* Auteur correspondant : **MOUSSAOUI Abdelhakim**

1. INTRODUCTION

1.1. La problématique principale de l'étude :

Dans les pays industrialisés comme dans les pays en voie de développement, la Petite et Moyenne Entreprise (PME) est présentée comme figure du développement de la nouvelle économie libérale (Abedou, Bouyacoub, Kherbachi, 2013). Devenu un élément central dans le processus de création de richesses, ce phénomène reflète un mouvement de transformation des sociétés dites contemporaines, vers une culture plus entrepreneuriale, qui encourage l'autonomie et l'indépendance individuelles dans un contexte environnemental turbulent.

En effet, le développement industriel dans la wilaya de Tizi-Ouzou a connu un réel essor à partir de 1970 et qui s'est traduit par la réalisation d'un ensemble d'unités industrielles publiques ayant trait à différentes activités économiques. Parallèlement, d'autres opérations ont été réalisées dans le cadre de la PME.

L'option industrielle dans le développement de la wilaya découle de la stratégie nationale de développement économique qui a été confortée par la nature des contraintes et des besoins pressants notamment en matière de création d'emplois et de logements.

En fait, le tissu industriel hérité des années 70 – 80 dont, l'essentiel était localisée dans la vallée du Sebaou, particulièrement, dans l'axe Tizi-Ouzou - Draa Ben Khedda a connu un déclin en raison des différentes réformes économiques et la restructuration des entreprises. Tout cela a influé sur la dynamique économique avec une perte progressive de l'emploi industriel.

La problématique qui mérite d'être posée dans ce papier porte sur la question suivante : les petites et moyennes entreprises jouent-elles un rôle dans le développement de l'industrie locale de la wilaya de Tizi-Ouzou ?

1.2. Hypothèses :

- La création de PME constitue une source de richesse et la dynamique industrielle locale. En effet, le développement de l'activité économique à une influence sur la dynamique territoriale.
- La wilaya de Tizi-Ouzou présente des opportunités indéniables en matière de création des entreprises (PME) en Algérie. Ceci s'explique principalement par le soutien des pouvoirs publics pour la création des entreprises et l'encouragement de l'activité entrepreneuriale.

1.3. Les objectifs de l'étude :

L'objectif de l'étude est d'indiquer, d'une part, les facteurs essentiels qui expliquent le dynamisme en matière de création des entreprises (PME) dans la wilaya de Tizi-Ouzou et d'autre part, de spécifier les entraves du développement local dans cette zone d'étude.

Le but de cet article est aussi de caractériser le fonctionnement du secteur industriel dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Cela à travers la détermination du poids et l'importance des petites et moyennes entreprises dans la dynamique économique locale de cette région.

1.4. L'importance de l'étude :

Cette thématique est très intéressante car elle s'inscrit dans le cadre de mutation de grande ampleur que connaît l'économie algérienne, où les logiques entrepreneuriales des créateurs d'entreprise prennent une importance centrale. En passant d'un modèle de développement dirigiste à une économie de marché, elle fait porter sur eux tous les espoirs de la création d'emploi et de la croissance économique. La PME est ainsi devenue progressivement la référence de base de l'activité économique et les pouvoirs publics lui accordent une attention toute particulière.

L'intérêt majeur de cette étude réside principalement dans la détermination de rôle que peut jouer l'entreprise dans le développement local à travers une illustration pratique sur la wilaya de Tizi-Ouzou.

1.5. Méthodologie de l'étude :

Notre article se base sur la mobilisation des travaux antérieurs qui expliquent la notion de création d'entreprise et de développement local. Les outils exploités pour répondre à la problématique de ce papier sont liés à l'utilisation de différentes sources : les ouvrages de référence, les articles et rapports de synthèse, les données statistiques de l'ONS, ANDI, direction de l'industrie...

1.6. Revue de la littérature :

Jusqu'à la fin des années soixante-dix, les grands modèles de développement, dominés par les courants développementaliste et structuraliste, ont privilégié le niveau macro-économique et le rôle de l'Etat central. Dans ce cadre, les acteurs de base (entreprise, institutions locales, etc.) et les dimensions micro-économiques de leurs actions ont été relégué au second plan. Le primat donné à la grande structure industrielle n'est évidemment pas étranger à cette orientation.

Les travaux de recherche consacrés aux « nouvelles logiques de développement » (Abdelmalki, Courlet, 1996) montrent le caractère réducteur de cette vision et suggèrent un nouveau regard sur l'industrialisation et le développement. Face au modèle « par le haut », jusque-là dominant, le « développement par le bas » (développement local) que portent en elles ces nouvelles logiques, propose des formes alternatives de développement, formes endogènes et territorialisées, dans lesquelles les acteurs locaux – institutions sociales, pouvoirs publics locaux, associations professionnelles, etc., surtout, PME – jouent un rôle crucial (Améziane Ferguène, 2004, p 11).

Plusieurs études confirment qu'il existe bel et bien une relation entre l'activité entrepreneuriale, comprise ici comme la création de nouvelles entreprises, et la croissance économique (Reynolds, Storey et Westhead, 1994, Audretsch et Keilbach, 2004, Parker, 2005). L'identification des déterminants de la création d'entreprises contribue donc à expliquer pourquoi certaines régions sont prospères alors que d'autres connaissent un déclin économique. Ces déterminants sont nombreux et leur nature et leur impact général varient en fonction des particularités de chaque milieu.

1.7. Organisation de l'étude

Afin de faciliter la tâche de compréhension, nous avons structuré ce présent papier en quatre points importants. Le premier point met l'accent sur l'éclairage des notions de création d'entreprises et développement économique local. Le second élément précise l'évolution du développement local dans la wilaya de Tizi-Ouzou, le troisième point montre la place du secteur industriel dans le développement des entreprises de cette wilaya, et le quatrième élément se concentre sur les résultats de la recherche.

2. Création d'entreprises et développement local : cadre conceptuel :

Il semble nécessaire de définir deux concepts clés dans ce premier point, à savoir : création d'entreprise et développement local.

2.1. Création d'entreprises

Les petites entreprises sont une force motrice du développement économique à l'échelle planétaire. Elles créent des emplois, des produits et des services et apportent une contribution notable à la croissance économique. Actuellement, l'Europe compte 23 millions de petites entreprises, qui représentent 99,8% des entreprises non financières et près de deux tiers des emplois (Groupe Banque européenne d'investissement, 2022).

Plusieurs auteurs affirment que la création d'entreprises est la caractéristique fondamentale de l'entrepreneuriat. Or, l'entrepreneur est celui qui crée une entreprise

grâce à l'apport de capitaux et à l'innovation, laquelle est considérée comme le moteur de l'entrepreneur.

Cependant, l'entrepreneuriat apparaît comme un ensemble de comportements visant la création d'une nouvelle entreprise. En outre, l'entrepreneuriat prospère dans un milieu favorable. Le potentiel entrepreneurial ne peut s'exprimer que lorsque les circonstances de l'environnement s'y prêtent. Il requiert une culture entrepreneuriale perceptible dans l'enseignement scolaire et dans des modèles issus de l'environnement familial ou du voisinage. Sa manifestation présuppose aussi une culture locale, des valeurs religieuses, une organisation sociale, un régime politique et un contexte légal et réglementaire appropriés.

De plus, la création d'une nouvelle entreprise représente une décision prise par un ou plusieurs entrepreneurs. Julien (2000), de son côté, identifie trois conditions susceptibles de mener à la création d'entreprise : l'entrepreneur doit y croire ; le milieu doit l'appuyer et le soutenir financièrement ; et l'environnement doit lui apporter une aide matérielle et immatérielle.

Il est bien clair que le processus de création d'entreprise part de l'identification des besoins, de la détermination des objectifs, de l'analyse des moyens, de l'influence de l'environnement et de leur perception, de l'esprit d'entreprise ainsi que de la ferme volonté de réussir.

La PME algérienne se définit comme étant une entité commerciale, quel que soit son statut juridique, produisant des biens et des services. La PME est limitée à 250 employés, et ne doit pas être détenue à plus de 25% par une autre société.

2.2. Développement local

La notion du développement local est une notion très large, polysémique et, en tant que telle, difficile à cerner avec précision. En suivant les économistes italiens qui ont étudié de près le phénomène de l'industrialisation diffuse dans la Troisième Italie (notamment G. Becattini et G. Garofoli) nous pouvons retenir deux idées centrales pour la définir (Kherdjemil, 1998, p 109) :

- D'une part, l'idée d'une dynamique fondée sur l'utilisation optimale de facteurs de production particuliers présents localement en quantité et en qualité suffisantes (matières premières et compétences humaines notamment) ;
- D'autre part, celle de l'inscription territoriale des activités productives, qui conditionne le comportement coopératif des acteurs économiques, et se matérialise

en bout de chaîne par un surplus d'efficacité productive pour celui qui est inséré dans un territoire.

Il s'agit, suivant les termes de Christophe Demazière, « pour une région ou une communauté à l'échelle humaine de compter avant tout sur ses propres forces et de les mobiliser pour des objectifs de développement définis localement. La stratégie consiste à élargir le champ du possible des individus et des groupes sociaux, à mobiliser les ressources et capacités locales, et à créer une dynamique de développement endogène » (Demazière, 1996, P 24).

On qualifie le développement local le processus de diffusion, à l'échelon local, des effets de la croissance, des innovations et des acquis culturels, accompagné d'une transformation des structures économiques, sociales et culturelles, fondée sur les potentialités locales. Ce dernier aspect est essentiel et justifie qu'on parle parfois d'auto-développement.

3. Développement local au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou :

La wilaya de Tizi-Ouzou est située dans la partie Nord Centre de l'Algérie. Elle est limitée géographiquement par : la mer méditerranée au Nord, la wilaya de Bejaïa à l'Est, la wilaya de Boumerdes à l'Ouest et la wilaya de Bouira au Sud.

Au dernier découpage administratif de 1984, la wilaya de Tizi-Ouzou est constituée de 21 daïras qui regroupent un total de 67 communes. Le chef-lieu de cette wilaya est la ville de Tizi-Ouzou, peuplée d'environ 156 775 habitants, et sa superficie se trouve réduite de 102,36 km², ce qui nous donne un espace de 2 957,94 km² (soit 0,13% de l'espace national selon l'annuaire statistique de la wilaya de Tizi-Ouzou, 2018, p 6).

Cependant, on peut situer le processus d'évolution de développement local dans la wilaya de Tizi-Ouzou en trois grandes phases de développement. En effet, la périodisation retenue s'inspire des politiques de développement initiées par l'Algérie durant les différentes phases de son évolution.

3.1. Période 1962-1989

Cette première période, marquée par la construction d'un espace économique administré en Grande Kabylie, va exprimer la politique étatique de localisation des investissements sous l'impulsion des différents plans de développement contenus dans la stratégie algérienne d'industrialisation et d'inspiration socialiste.

Ayant connu un lourd passif de marginalisation la wilaya de Tizi-Ouzou a bénéficié d'une enveloppe financière de 550 millions de dinars dans le cadre du programme spécial lancé en 1968 par les pouvoirs publics pour atténuer les déséquilibres régionaux légués par la période coloniale. Trois secteurs d'activités ont été privilégiés dans l'octroi des crédits, l'agriculture avec 23% du total des crédits, l'industrie avec 18% et les infrastructures surtout routières avec 10,4% (Moussaoui, 2016, P 283). L'importance accordée à la relance de l'agriculture de montagne a surtout porté sur l'oléiculture, activité d'origine ancienne et largement pratiquée par la petite paysannerie. Concernant l'industrie, c'est le secteur de l'artisanat traditionnel à fort ancrage territorial et dont le savoir-faire est reconnu qui a été privilégié. La ventilation des crédits, en donnant la priorité à l'oléiculture et à l'artisanat semble refléter les spécificités locales de notre région d'étude.

3.2. Période 1990-1999

La décennie 1990-1999 est celle de la poursuite des objectifs de développement, mais dans un contexte de crise multidimensionnelle, économique, politique, sociale et sécuritaire. La persistance des déséquilibres territoriaux et des disparités sociales prononcées sont l'indice de la faiblesse des politiques territoriales locales mais aussi des difficultés rencontrées pour résoudre les entraves liées à la paupérisation sociale tout comme le surendettement financier des collectivités et des entreprises publiques locales.

Le recul de la dynamique industrielle étatique, suite aux réformes entamées durant les années 1980 et accélérées avec l'application du Programme d'Ajustement Structurel (PAS) en 1994, n'a pas pour autant servi le secteur de l'agriculture et d'autres ressources restées encore vierge dans la région. L'agriculture n'a bénéficié, respectivement, lors des périodes 1990-1994 (avant le PAS) et 1995-1998 (après le PAS) que de 0,95% et 1,06% du total des dépenses économiques affectées à la wilaya de Tizi-Ouzou. Les secteurs du tourisme et de la pêche n'ont bénéficié que de 0,04% (1990-1994) et 0,08% (1999-2001). Ce sont les infrastructures de base qui se sont accaparées le gros lot avec en moyenne 98% de l'ensemble des dépenses au détriment des secteurs productifs (Moussaoui, 2016, P 283).

3.3. Période des années 2000

A la faveur d'une embellie financière sans précédent, l'Algérie s'est lancée depuis 2001 dans des programmes de relance économique ambitieux, pour lesquels des moyens financiers exceptionnels ont été mobilisés. Les objectifs recherchés étant de doter le pays

d'infrastructures de base et d'améliorer les services publics et les conditions de vie de la population.

La wilaya de Tizi-Ouzou a engagé à travers les différents plans 2000-2004 et 2005-2009, des programmes de développement et de mise à niveau des infrastructures de base d'un montant global de l'ordre de 252,18 milliards de dinars, en mettant l'accent sur les schémas directeurs des principaux secteurs suivants : l'hydraulique, les travaux publics, l'énergie (gaz et électricité), l'habitat et l'urbanisme, les transports, etc.

Par ailleurs, le montant alloué à la poursuite des efforts de développement dans la wilaya de Tizi-Ouzou dans le cadre du plan quinquennal 2010-2014 est de 265,4 milliards de dinars (ANDI, 2013, P 29) dont 109 milliards de DA constituent une autorisation de programme sectoriel de cette période.

4. Le potentiel industriel de la wilaya de Tizi-Ouzou :

Le développement industriel dans la wilaya a connu un réel essor à partir de 1970 et qui s'est traduit par la réalisation d'un ensemble d'unités industrielles publiques ayant trait à différentes activités économiques et dont les plus importantes sont le complexe de l'ENIEM (électroménager) de Oued-Aïssi, le complexe de l'ECOTEX (textile) de Draâ Ben Khedda et le complexe de l'ENEL (armoires électriques) de Fréha, c'est-à-dire des ensembles industriels de dimension nationale.

Parallèlement à cet effort de développement, d'autres opérations ont été réalisées dans le cadre de la petite et moyenne industrie publique et privée dont l'activité était orientée vers le BTP, les matériaux de construction, le textile... Cet effort de développement a permis la création de l'emploi, mais a généré des contradictions spatiales.

4.1. Armature industrielle

C'est dans le souci de fixer les populations, de diminuer l'effet de l'exode rural et du phénomène de l'émigration, qu'intervient la création du tissu industriel. La direction de l'industrie et des mines de la wilaya fait état de 22 espaces aménagés, dont une (1) zone industrielle, seize (16) zones d'activités et quatre (4) nouvelles zones industrielles en projet à Tizi-Ouzou, Draâ El Mizan, Bouzeguene et Freha.

Tableau N°01 : Situation du foncier industriel

N°	Zones	Superficie totale	Superficie exploitable	Superficie cédée	Superficie disponible
1	Draâ Ben Khedda	41,12	30,94	30,94	0,00
2	Mouldiouene	5,12	4,13	4,13	0,00
3	Larbaa Nait Iraten	11,17	9,83	9,83	0,00
4	Ain El Hammam	3,31	2,25	1,28	0,97
5	Azeffoun	10,87	8,82	8,82	0,00
6	Boghni	15,46	11,29	11,06	0,23
7	Freha	13,45	10,35	10,15	0,20
8	Mekla	12,40	11,59	9,24	2,35
9	Tizi-Gheniff	9,10	7,51	7,15	0,36
10	Draa El Mizan	6,74	5,84	3,45	2,39
11	Azazga	34,42	30,94	30,94	0,00
12	Boudjimaa	12,26	10,70	5,43	5,27
13	Tadmait	23,54	16,45	16,45	0,00
14	Tigzirt	15,29	10,14	10,14	0,00
15	Makouda	4,62	3,68	3,56	0,12
16	Tala Athmane	98,00	67,57	60,03	7,72
Total zone d'activité		316,87	242,21	222,60	19,61
Zone industrielle					
17	Oued-Aissi	120,74	96,39	96,39	0,00

Source : Annuaire statistique de la wilaya de Tizi-Ouzou, 2018, p 38.

Ce tableau montre que le foncier industriel de la wilaya de Tizi-Ouzou est composé dans sa quasi-totalité des zones d'activités avec une insuffisance remarquable en matière de zones industrielles ce qui impacte négativement le tissu industriel de cette région. Nous remarquons que les zones d'activités situées à Tala Athmane, Draâ Ben Khedda, Azazga, Tadmait accaparent une plus grande superficie exploitable qui sont dans la

majorité des chefs-lieux de commune et de daïra, ce qui signifie que la recherche d'externalités positives de localisation expliquerait la concentration des PME dans les espaces chefs-lieux administratifs réputés mieux équipés que les espaces périphériques.

Par conséquent, le manque de foncier industriel a constitué un véritable handicap pour le lancement de grandes opérations d'investissement tant par le secteur public que par le secteur privé. Seules quelques opérations qui ont procuré à la région environ dix mille (10.000) emplois, telles que le complexe électroménager de Oued-Aïssi, et le complexe du textile de Draa Ben Khedda, ont été réalisées sur financement public.

La région a été confrontée à des conjonctures difficiles qui ont beaucoup influé sur l'investissement et partant sur le développement local. Des investisseurs potentiels manifestaient peu d'intérêt pour la wilaya. Certains entrepreneurs ont carrément choisi de délocaliser leurs unités.

Prenant conscience de la situation de la wilaya, les autorités locales se sont attelées à la relance du développement local et à l'encouragement de l'investissement.

En premier lieu, elles ont sollicité le concours de tous les organismes et de toutes les administrations chargées de l'encadrement de l'investissement, dont la contribution a été profitable.

En second lieu, elles se sont attachées à réhabiliter plusieurs zones d'activité, comme celles de Boghni, Fréha, Draa Ben Khedda et Tizi-Ouzou. Des opérations de viabilisation et d'aménagement nécessitant une mise à niveau ont été réalisées.

Dans le but de compléter ces zones d'activité, la wilaya a proposé la création de deux autres zones industrielles. Proposition qui a été prise en compte par le gouvernement qui, par le décret n° 12-176 du 11 avril 2012, lui a permis de disposer de deux zones industrielles. L'une est localisée dans la commune de Souama, avec une superficie de 372 hectares. L'autre, dans une région qui chevauche entre les communes de Draa EI-Mizan et de Tizi-Gheniff, avec une superficie de 116 hectares.

Pour la concrétisation de ces deux projets, le gouvernement a alloué à la wilaya, dans le cadre du programme de l'année 2013, des crédits appréciables estimés pour les deux zones à 1.883.931.000 dinars, destinés aux expertises et aux indemnités.

4.2. Développement du secteur privé jusqu'à l'année 2012

Depuis le début des années 1980, le secteur privé participe de plus en plus à la restructuration de l'espace habité et industriel, à l'inscription de nouvelles données sociales et techniques sur les paysages. C'est les investissements privés se chiffrent uniquement à trois (3) en 1980, leur nombre passe à 42 en 1981, 106 en 1982 et 138 en

1983. En somme, 388 projets agréés durant la période 1978-1985, le volume des investissements privés se chiffre à 285 millions de dinars, soit une moyenne de 720 000 DA par projet agréé (Dahmani, 1985, PP 33-75).

Ainsi, l'entrepreneuriat qui émerge pendant cette période est fondamentalement déterminé par les effets locaux du modèle institutionnel de l'économie étatique et de la politique économique de l'Etat. La dynamique de création d'entreprises s'essouffle dès la fin des années 1980. Les premières mesures d'austérité et la baisse des revenus pétroliers commencent à poser des problèmes de débouchés.

Au cours de la période 1990-2000, la relance de la création d'entreprises apparaît d'abord dans le nombre de projets d'investissement : plus de 600 projets sont présentés au CALPI de 1994 à 2000. Selon les données de l'APSI, le volume total de l'investissement atteindrait près d'un milliard de dollars pour un total de 7000 emplois créés (Oussalem, 2002, PP 135-162). En second lieu, on peut noter une diversification des activités ciblées par les investisseurs et l'entrée dans des activités nouvelles pour la région et plus complexes : matériel bureautique, matériel de chauffage, conception et fabrication de moules, transformation du plastique, fabrication de petites machines ; ... ce sont là quelques-uns des projets initiés dans la période récente.

Par ailleurs, les résultats de Recensement Economique expliquent la distribution des entités économiques par secteur juridique dans la wilaya de Tizi-Ouzou et au niveau national. A titre indicatif, il y a lieu de relever qu'aucun autre recensement de ce genre n'est établi par l'ONS depuis 2012.

Tableau N°02 : Répartition des entités économiques par secteur juridique

	Secteur juridique			Ensemble des entités
	Privé	Public	Autres	
Tizi-Ouzou	36 747	500	29	37 276
National	915 316	16 718	2 216	934 250

Source : ONS, collections statistiques n°172/2012, P 37.

Le tissu économique est fortement dominé par le secteur privé qui compte 36 747 entités dans la wilaya de Tizi-Ouzou et 915 316 entités au niveau national, soit 98% du total. En Algérie, la part du secteur public se situe à 1,8% quant aux entreprises mixtes et étrangères, elles représentent 0,2% du total.

A noter qu'à défaut d'une économie à base industrielle et agricole, les communes de la wilaya ont développé surtout les activités de services et de commerce pour faire face aux besoins de ces communes notamment en termes d'emplois.

5. Résultats de la recherche :

Les résultats de la recherche peuvent être synthétisés en trois points importants : la création d'entreprises est un élément indispensable pour la production de la richesse et la dynamique industrielle locale, de nombreux domaines de l'action publique peuvent influencer sur les performances des entreprises et sur leur contribution à l'industrialisation, le développement local de la wilaya de Tizi-Ouzou reste marqué par plusieurs contraintes qui entravent le fonctionnement des PME.

5.1. La création de PME représente un levier de la dynamique industrielle locale et reste marquée par une inégalité régionale

La wilaya de Tizi-Ouzou se présente avec un très grand dynamisme en matière de création des entreprises (PME) par son classement des premiers rangs dans le nombre de création d'entreprises privées en Algérie.

La PME est ainsi devenue progressivement la référence de base de l'activité économique et les pouvoirs publics lui accordent une attention toute particulière (Bouyacoub, 2003, PP 113-127. Madoui et Gillet, 2005, PP 71-84).

En revanche, le nombre d'entreprises créées par habitants est l'indicateur le plus utilisé (cet indicateur reflète l'existence d'un esprit d'entreprise très prégnant et sa faiblesse aussi), ainsi que le taux de concentration des entreprises (il représente l'agglomération des entreprises et les forces centrifuges que l'espace exerce ou n'exerce pas sur les entreprises, en d'autres termes l'attractivité qu'exerce l'espace ou le territoire sur les entreprises ou les entrepreneurs). Il y a aussi le nombre d'emplois créés qui est un signe de vitalité économique, ce qui nous renvoie à l'effet de la création d'entreprise sur l'économie et la société. La création d'entreprise correspond aussi au nombre d'emplois créés, à la création de la valeur ajoutée, à la contribution dans la croissance économique (PIB et PNB).

5.1.1. Densité des PME

La densité des entreprises est un indicateur utile pour déterminer la réussite économique d'une ville ou d'un pays par rapport à son dynamisme entrepreneurial. Cette densité est d'autant plus importante lorsqu'il s'agit des petites et moyennes entreprises, à noter que, pour les pays développés, 99% des entreprises sont des PME, elles constituent l'essentiel du tissu des entreprises, soit près de 60% de l'emploi et entre 50% et 60% de la valeur ajoutée (OCDE, 2019, p 3).

En Algérie, les PME occupent une part considérable dans le tissu économique. D'ailleurs, dans le dernier rapport présenté par le Ministère de l'industrie (mars 2022), le pays n'enregistre pas moins de 1 286 365 PME pendant l'année 2021. L'évolution de

la population de la PME entre 2020 et 2021 est de 4% tous secteurs juridiques confondus, représentant un accroissement net total de 55 292 PME.

Tableau N°03: Evolution de la population globale des PME en Algérie

Période	2020	2021	Evolution
Population globale de la PME	1 231 073	1 286 365	4%

Source : Ministère de l'Industrie (Mars 2022), Bulletin d'information statistique de la PME, N°40, p 13.

En termes de densité, selon les dernières statistiques de l'ONS sur la démographie (45 Millions d'habitants au 1er janvier 2022) la moyenne nationale des PME est de l'ordre de 28 PME (tous statuts confondus) pour 1.000 habitants, et présente un écart important d'une région à l'autre du pays : 32 PME privées pour 1000 habitants au Nord du pays, 22 PME privées pour 1000 habitants dans la région des Hauts Plateaux et 25 PME privées pour 1000 habitants dans la région du Sud.

Cependant, ce taux de la densité globale reste encore très loin des standards internationaux, en comparaison avec les autres pays membres de l'OCDE. A titre d'exemple, l'Allemagne compte 58,1 PME par 1000 habitants, les Etats-Unis 76,6, la France 66,9 et le Royaume-Uni 70,3.

Par ailleurs, les résultats de l'ONS peuvent nous informer sur la densité des PME au niveau des différentes wilayas de la région nord du pays.

Tableau N°04 : Densité des PME dans huit (08) wilayas du Nord

Wilaya	RGPH 2008	Nombre PME en 2021	Densité PME pour 1 000 hab
Alger	29 881 45	79 650	27
Tipaza	5 910 10	34 161	58
Boumerdes	8 020 83	28 325	35
Blida	10 029 37	25 699	26
Tizi-Ouzou	11 276 07	42 355	38
Bouira	6 955 83	17 474	25
Médéa	8 199 32	12 133	15
Ain Defla	7 660 13	11 560	15
Ensemble du pays	34 080 030	720 495	21

Source : Ministère de l'Industrie (Mars 2022), op.cit., P 41.

En Algérie, la densité globale pour mille habitants est de 21 au niveau de l'ensemble des PME pour l'année 2021. Elle se situe entre 27 entreprises pour 1 000 habitants à Alger à 15 entreprises pour 1 000 habitants à Médéa et Ain Defla. Les wilayas de Tipaza et Tizi-Ouzou accaparent les premières places en termes de densité avec respectivement 58 et 38 entités enregistrées en raison de nombre important de PME qui caractérisent ces régions.

Nous constatons donc l'importante influence du facteur population résidente sur la localisation des PME dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Autrement dit, une très forte corrélation entre le nombre de PME et le nombre d'habitants par espace. De plus, la proximité de la capitale (Alger) et la disponibilité des forces d'agglomération dans ces régions semblent les critères significatifs des choix de localisation des entreprises.

5.1.2. La concentration territoriale

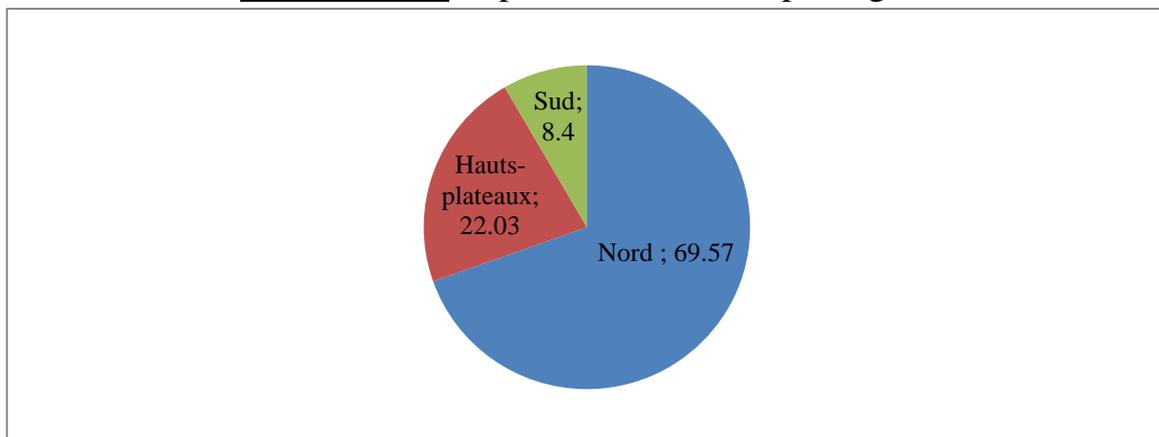
Le niveau de l'inégalité territoriale est moyennement élevé en Algérie. En effet, les PME sont prédominantes dans le Nord et, à un degré moindre, dans les Hauts-Plateaux comme le confirme le tableau 5.

Tableau N°05: Concentration des PME par région

Région	Nombre de PME 2021	Taux de concentration (%)
Nord	894 882	69,57
Hauts-Plateaux	283 416	22,03
Sud	108 068	08,40
Total Général	1 286 365	100

Source : Ministère de l'Industrie (Mars 2022), op.cit., P 12.

Figure N°01: Répartition des PME par région



Source : Etablit par nous-mêmes à partir des données du tableau N°05.

La répartition territoriale des PME reste inégale au niveau national et ce manifeste par la prédominance de quelques wilayas qui concentre la plus grande part des PME implantés dans le pays. En effet, la région du Nord regroupe 894 882 PME, soit 69,57%, suivie par la région des Hauts-Plateaux avec 283 416 PME, soit 22,03%, et les régions du Sud accueillent 108 068 PME représentant seulement 8,40% du total. Malgré les incitations fiscales et financières aux entreprises pour qu'elles s'installent dans les régions intérieures du pays, les résultats escomptés sont loin d'être réalisés.

Tableau N°06 : Part des 10 premières wilayas dans la répartition des PME

Wilaya	Nbre PME année 2020	Nbre PME année 2021	Part %	Taux de concentration (%)
Alger	76 040	79 650	11,05	27
Tizi-Ouzou	41 120	42 355	5,87	38
Bejaia	35 205	36 738	6,00	40
Tipaza	32 600	34 161	4,74	58
Sétif	31 701	33 239	4,61	22
Oran	31 655	33 572	4,65	23
Boumerdes	26 921	28 325	3,93	35
Blida	24 471	25 699	3,56	26
Constantine	21 795	22 356	3,10	24
Batna	18 134	19 029	2,64	17
Total des wilayas	339 642	355 124	49,28	—
Ensemble du pays	689 383	720 495	100	21

Source : Ministère de l'Industrie (Mars 2022), op.cit., P 41.

Sur le plan de l'effectif des entreprises (PME), la wilaya de Tizi-Ouzou occupe la deuxième place après Alger. Le nombre de PME dans cette région à se situe à 42 355 entités en 2021 et représente une part de 5,87% au niveau national.

Cette répartition des PME montre qu'il y a une forte concentration du tissu économique entre les principales wilayas du centre du pays et quelques grandes régions de l'Est et l'Ouest du pays.

5.2. La dynamique entrepreneuriale et le soutien à la création de l'emploi

Plusieurs économistes considèrent que la conjoncture du marché pétrolier condamne l'Algérie à chercher une autre source de développement.

La valorisation des richesses locales à travers une approche de développement basée sur les initiatives locales et la mise en place d'un écosystème d'entrepreneuriat local innovant peuvent être une éventuelle solution. Dans cette approche, l'entreprise prend la place d'agent moteur de la croissance économique et de stabilité sociale.

En Algérie, l'ouverture économique amorcée dès le début de la décennie 1990 a entraîné un développement important du parc des entreprises privées.

La dynamique économique remarquable dans la wilaya de Tizi-Ouzou peut s'expliquer par la conjugaison de deux facteurs majeurs : les réformes institutionnelles en matière de libéralisation de l'économie nationale et la politique d'emplois de jeunes initiée par l'Etat.

5.2.1. Renforcement de l'entrepreneuriat privé

Dans les pays en transition vers l'économie de marché, les entrepreneurs deviennent des figures centrales dans le processus de production de la richesse comme ils le sont déjà dans les grands pays industrialisés. Ils sont présentés comme les acteurs du développement de la nouvelle économie libérale et les porteurs du nouveau modèle d'affaires. En Algérie, l'entrepreneuriat est inscrit au cœur des réformes économiques et traduit la volonté des pouvoirs publics à relever le défi du changement en profondeur des paradigmes qui ont présidé au fonctionnement de l'économie administrée. Si ce phénomène est devenu une philosophie dominante des affaires en Algérie, c'est en raison, essentiellement, de son poids dans la structure économique du pays, de sa contribution à la production de la richesse, de sa participation à la déconstruction des modèles d'analyse des mécanismes économiques et à l'émergence de nouvelles alternatives de redistribution de richesse (Abedou, Bouyacoub, Lallement, Madoui, 2006, P 50).

L'entrepreneuriat en Algérie est caractérisé par un entrepreneuriat de jeunes instruits. Le taux d'Activité Entrepreneuriale (TEA) de 16,7%, plus de 60% des entrepreneurs recensés ont moins de 35 ans et plus 91% d'entre eux ont un niveau d'instruction secondaire et universitaire.

Cependant, l'année 2017 a été marquée par la publication de la loi n°17-02 du 10 Janvier 2017 portant loi d'orientation sur le développement de la Petite et Moyenne Entreprises (PME), publiée sur le Journal Officiel n°2 de la l'année 2017. Ce texte, qui modifie et complète la loi de 2001, vise l'encouragement de l'émergence des PME, l'amélioration de leur compétitivité et leur capacité d'exportation ainsi que l'amélioration du taux d'intégration de la production nationale et la promotion de la sous-traitance.

En outre, la nouvelle loi met en place des fonds de garantie des crédits et d'un Fonds d'amorçage pour encourager la création de start-up innovantes.

En somme, il convient de souligner que l'ensemble des PME en Algérie ont connu une évolution importante de leur nombre entre 2001 et 2021. Leur nombre a été multiplié

par plus de dix et dépasse le 1 million de PME sur le territoire national pour la première fois en 2016.

L'analyse de l'évolution des PME privées dans la wilaya de Tizi-Ouzou ainsi que au niveau national est résumée dans le tableau 07. Il y a lieu de souligner que le parc PME ne cesse de croître, ceci est en grande partie le résultat direct de la loi n°01- 18 de l'année 2001 et des initiatives et politiques en faveur de la promotion des PME qu'elle avait permis.

Tableau N°07: Evolution des PME privées dans la wilaya de Tizi-Ouzou et en Algérie

Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
PME de la wilaya T-O	24 754	27 139	29 531	32 097	34 743	36 754	39 170	40 448	41 120	42 355
Ensemble du pays	420117	459414	496989	537901	575906	609344	643493	671267	689383	720495

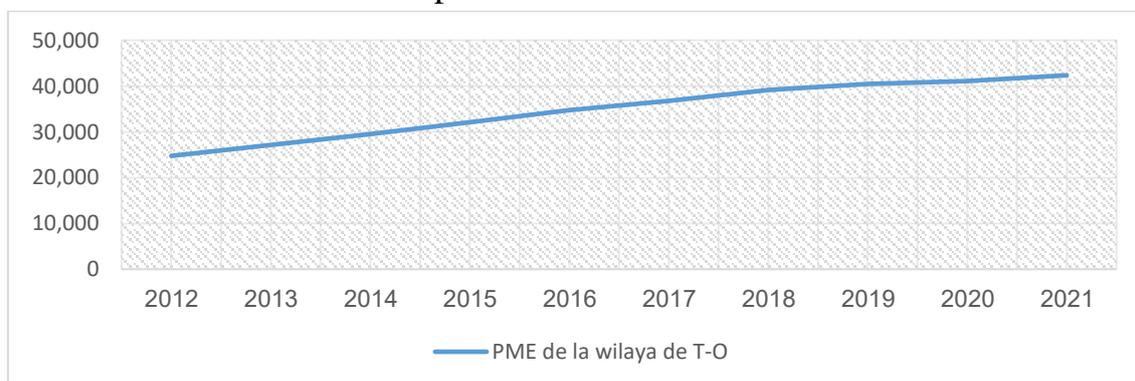
Source : Données des bulletins d'information statistique de la PME, Ministère de l'Industrie.

D'après ce tableau, nous pouvons dire que l'évolution de nombre des PME privées dans la wilaya de Tizi-Ouzou est globalement marquée par une nette augmentation dans le temps avec le passage de 24 754 à 42 355 entités durant la période 2012 à 2021. Cette tendance reste la même au niveau national avec l'enregistrement plus de 300 378 entreprises privées durant cette décennie.

Au-delà de l'amélioration de cadre juridique des PME, nous considérons que la disponibilité des ressources humaines, la proximité de la capitale et les forces d'agglomération constituent des déterminants importants en matière des choix de localisation des entreprises dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

En effet, aucune diminution ni stagnation du parc PME n'est enregistrée sur toute la période considérée. La figure 02, ci-dessous, illustre parfaitement notre propos.

Figure N°02: Evolution des PME privées dans la wilaya de Tizi-Ouzou durant la période 2012-2021



Source : Etablit par nous-mêmes à partir des données du tableau N°07.

5.2.2. Soutien de l'emploi de jeunes

Le renforcement de la politique d'emploi de jeunes dans la wilaya de Tizi-Ouzou s'est opéré par le biais de l'amélioration des dispositifs d'investissement et l'intégration de nouveaux acteurs d'emploi avec le soutien des organismes financiers pour le développement local.

L'environnement de l'entreprise dans la cette région, malgré contraignant, présente divers avantages pour la création et le développement des PME. Les conditions nécessaires semblent réunies, les opportunités d'investissements existent et les potentialités aussi. En matière de conditions juridiques, les efforts de l'Etat se concrétisent à travers la mise en place d'un certain nombre de textes et lois régissant le secteur de la PME.

Du côté des conditions fiscales, l'environnement de l'entreprise au niveau de cette zone ne manque pas d'encouragements. En effet, par les mesures d'aides de type fiscales mises en place par l'Etat dans le cadre des divers dispositifs et organismes, afin de promouvoir l'investissement privé et de soutenir son développement, beaucoup de porteurs de projets d'investissements ont bénéficié des divers avantages offerts.

Les réformes des dispositifs institutionnels engagées depuis la fin des années 1980 commencent à produire leurs effets sur le terrain en ouvrant la voie à l'émergence de nouveaux acteurs publics liés à l'ouverture à l'économie de marché. On peut citer les acteurs suivants : le développement de structures de gestion du foncier, la CNAC (Caisse Nationale d'Assurance Chômage), ANSEJ (Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes), ANGEM (Agence Nationale de Gestion du Micro-crédit), ANDI (Agence Nationale de Développement de l'investissement) est une institution gouvernementale qui a pour mission la facilitation, la promotion et l'accompagnement de l'investissement et de la création d'entreprise.

Le bilan de l'ANDI de Tizi-Ouzou fait état, depuis la mise en place de son Guichet Unique Décentralisé en Décembre 2009 à 2016, de l'enregistrement de 3 739 dossiers d'investissement d'un coût global estimé à 81,527 Milliards de DA pour la création d'un total de 19 118 emplois (www.dzentreprise.net du 18/4/2016). Ce Guichet s'est tracé comme objectif dès son ouverture le développement de l'investissement au niveau de la région qui présente des opportunités très importantes dans plusieurs secteurs d'activités.

Selon le directeur de l'industrie et des mines, la wilaya de Tizi-Ouzou compte un total de 16 424 PME, en janvier 2019, qui ont généré plus de 68 000 postes d'emplois auxquels s'ajoutent plus de 12 500 artisans. Ce même responsable a observé que, « 60%

des investissements enregistrés à Tizi-Ouzou, relève du secteur de l'industrie, ce qui démontre le saut qualitatif réalisé par cette région en matière d'investissements producteurs de richesse ». (www.aps.dz du 16 janvier 2019).

Alors que par le passé la majorité des projets relevaient des secteurs des transports et des services, la wilaya de Tizi-Ouzou occupe depuis ces deux dernières années les premières places, à l'échelle nationale, en matière d'enregistrement des investissements. Cette position est toujours préservée en matière de dynamique et de qualité d'investissement.

Le foncier industriel est d'une superficie globale de 326 ha dont la majorité nécessite une viabilisation et une mise à niveau pour un montant estimé à 2,56 Milliards et dont 40% des terrains attribués soit environ 130 ha, ne sont pas exploités et font l'objet d'une procédure de récupération.

5.3. Le développement local est confronté à plusieurs contraintes qui entravent la création des entreprises

En Algérie, l'État occupe une place prépondérante alors que le secteur privé est marginalisé. Par ailleurs, vu la situation économique et financière instables que connaît le pays, l'implication du secteur privé devient une nécessité absolue afin d'assurer le développement économique sans dépendre des dépenses publiques.

Néanmoins, il est difficile d'entreprendre dans un contexte où la liberté d'entreprendre et la situation économique générale ne sont pas optimales. Face à ces enjeux de taille, l'entrepreneuriat dans ce pays reste alors un défi majeur (Zemirli, Hammache, 2018, 773).

Dans ce cadre, au cours de l'année 2021, 14 508 PME privées étaient radiées, dont 7 709 sont des personnes morales et 6 799 PME personnes physiques. Au niveau des PME de type personnes morales, le secteur de services qui a enregistré 4 728 PME radiées est le plus touché par la mortalité de ce genre d'entreprises. Concernant les PME de type personnes physiques, les activités artisanales sont les plus vulnérables avec 3 143 entités radiées.

L'absence de maturation dans le lancement des projets et le manque de la compétitivité pourraient expliquer en partie cette mortalité.

Le tableau ci-dessous montre les mouvements des PME privées de quelques wilayas situées au Nord du pays.

Tableau N°8: Mouvements des PME privées dans Huit wilayas du Nord

Wilaya	PME 2020	Mouvement 2020				PME 2021
		Création	Radiation	Réactivation	Croissance	
Alger	76 040	2927	691	1374	3610	79 650
Tipaza	32 600	1716	545	390	1561	34 161
Boumerdes	26 921	1366	204	242	1404	28 325
Blida	24 471	1128	304	404	1228	25 699
Tizi-Ouzou	41 120	1392	1101	944	1235	42 355
Bouira	16 719	677	80	158	755	17 474
Médéa	11 624	434	40	115	509	12 133
Ain Defla	11 126	301	55	188	434	11 560
Ensemble du pays	689 383	27 443	7 709	11 378	31 112	720 495

Source : Ministère de l'Industrie (Mars 2022), Op.cit., P 41.

L'état du mouvement des PME fait apparaître une divergence entre les wilayas par rapport au nombre de PME créées en 2021. En dehors de la capitale (Alger), on constate une avancée remarquable de la wilaya de Tizi-Ouzou par rapport aux autres régions de l'ensemble du pays en matière de création des entreprises. Cela n'empêche pas de voir le nombre de mortalité des PME privées dans cette zone d'étude en nette croissance comparativement aux autres wilayas.

A travers une approche quantitative, l'étude de Sid-Ahmed Mokhetari relève que malgré le rôle majeur des PME dans l'activité économique, elles demeurent confrontées à de multiples difficultés au rang desquelles le manque de liquidité, un faible accès au crédit bancaire, l'environnement des affaires non propice à leur développement, la concurrence déloyale imposée par l'économie informelle, l'incompétence des dirigeants, la taille de la PME et l'inadéquation de la forme juridique (Mokhetari S., 2022, p 59). Une revue plus approfondie de certains éléments semble nécessaire pour illustrer ces contraintes.

5.3.1. L'environnement institutionnel

L'environnement institutionnel dans lequel évolue l'entreprise est primordial pour le fonctionnement et le développement des entreprises. Cet environnement rend compte de l'état de mortalité des entreprises en Algérie et leur compétitivité ou encore le contexte concurrentiel dans lequel elles évoluent.

Nonobstant l'ouverture proclamée de l'économie par les pouvoirs publics en 1989, la majorité des investissements réalisés dans le pays sont le fait de l'Etat directement et des entreprises publiques du secteur de l'énergie (Bouyacoub A., 2012, p 48). Le secteur public reste l'investisseur principal de l'économie. Les PME et les grandes entreprises du secteur privé, malgré le développement important de leur nombre au cours des dernières années arrivent difficilement à investir dans certains secteurs du fait des blocages bureaucratiques.

Les abus de position dominante se pratiquent essentiellement du côté des entreprises publiques, pour imposer des prix défiants les lois du marché afin d'écraser la concurrence.

5.3.2. Le climat des affaires défavorable

Plusieurs acteurs de l'investissement se plaignent du climat difficile des affaires en Algérie. Les études de la Banque mondiale, connue sous l'appellation de Doing Business, tout comme les différentes représentations du patronat algérien confirment cette observation. Le classement de l'Algérie à la 163^{ème} place sur 189 pays en 2016, puis à la 157^{ème} place sur 190 pays en 2020, bien derrière l'Egypte et les pays du Maghreb illustre une image de cette difficulté. En termes de création d'entreprise, ce qui est le principal acte de l'investissement nouveau, l'Algérie est classée à la 150^{ème} place. Les procédures, les délais et les coûts y sont élevés et n'attirent ni l'investisseur national ni l'investisseur étranger. De plus, l'opacité des règles juridiques et leur trop grande instabilité semblent constituer le principal facteur de blocage.

5.3.3. Manque d'accompagnement des entreprises innovantes

L'Agence Nationale de Valorisation des Résultats de la Recherche et du Développement technologique (ANVREDET) a déclaré qu'il y a un manque de soutien et d'accompagnement des idées innovantes et porteuses jusqu'à la mise en place de l'entreprise. Cette insuffisance affecte plusieurs étapes nécessaires à la création d'entreprise innovante, à savoir : Identification du projet, expertise, évaluation du projet, propriété Intellectuelle (protection de l'innovation), fabrication de prototypes, étude du marché, Business Plan, partenariat / investisseurs (mise en contact avec les organismes

concernés), création de l'entreprise (produit fini). Cette situation affecte négativement le taux d'innovation qui reste modeste enregistrant seulement 11,5% fin 2016, tel qu'il a été précisé par Global Entrepreneurship Monitor (GEM, 2017). En effet, les conditions de création d'entreprise sont loin d'être optimales en Algérie et l'activité entrepreneuriale reste modeste au vu des récentes statistiques établies par GEM.

Des contraintes nombreuses d'ailleurs, énumérées par les investisseurs eux-mêmes. C'est ainsi qu'il est fait état, malgré les directives du gouvernement en matière de facilitations à l'investissement, des lenteurs administratives, des conditions draconiennes des banques, l'absence de foncier industriel, l'absence de viabilisation des zones industrielles et d'activité, la crise COVID-19. Autant de griefs qui sont ressassés par les investisseurs locaux qui veulent faire de la wilaya de Tizi-Ouzou un pôle économique et social épanoui et une destination d'affaires par excellence, comme le précise certains responsables.

6. Conclusion :

On peut conclure de cette brève présentation que l'environnement de l'entreprise dans la wilaya de Tizi-Ouzou, malgré contraignant, présente divers avantages pour la création et le développement des PME. De même que les atouts et les potentialités de cette région sont importants, que les acteurs font preuve de dynamisme et que les multiples dispositifs offrent de réelles possibilités d'action.

Les résultats de cette recherche ont confirmé que la création d'entreprises constitue une source de la dynamique économique locale. L'évolution de nombre des PME privées dans la wilaya de Tizi-Ouzou est globalement marquée par une nette augmentation dans le temps avec le passage de 24 754 à 42 355 entités durant la période 2012 à 2021. Cette tendance reste la même au niveau national avec l'enregistrement de 300 378 entreprises privées durant cette décennie.

En Algérie, la densité globale pour mille habitants est de 21 au niveau de l'ensemble des PME pour l'année 2021. Elle se situe entre 27 entreprises pour 1 000 habitants à Alger à 15 entreprises pour 1 000 habitants à Médéa et Ain Defla. Les wilayas de Tipaza et Tizi-Ouzou accaparent les premières places en termes de densité avec respectivement 58 et 38 entités enregistrées en raison de nombre important de PME qui caractérisent ces régions.

Nous constatons donc l'importante influence du facteur population résidente sur la localisation des PME dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Autrement dit, une très forte corrélation entre le nombre de PME et le nombre d'habitants par espace. De plus, la

proximité de la capitale (Alger) et la disponibilité des forces d'agglomération dans ces régions semblent les critères significatifs des choix de localisation des entreprises.

Nous pouvons dire que la population des PME dans la wilaya de Tizi-Ouzou connaît une croissance plus que significative. Il semble ainsi que les politiques et mesures publiques en faveur de la création et de la promotion des PME dans la wilaya de Tizi-Ouzou ont porté leurs fruits et tendent vers la concrétisation de leurs objectifs.

En effet, la liberté d'entreprendre est entravée en Algérie pour des raisons de bureaucratie, de corruption, de taxation élevée et d'un cadre juridique difficile. Or, le développement du tissu de PME nécessite un environnement stable où les instituts de l'économie de marché fonctionnent de manière efficace, mais aussi une politique publique susceptible d'orienter le développement des PME en Algérie.

Enfin, dans cette phase de transformation économique et sociale, il revient à l'Etat de créer un contexte propice à l'entreprise moderne en fournissant aux entrepreneurs l'armature institutionnelle et la confiance nécessaires pour qu'ils s'impliquent non pas dans des logiques spéculatives et informelles, mais dans une logique productive et d'innovation.

7. Références bibliographiques :

- Abdelmalki, L., Courlet, C., (1996). Les nouvelles logiques du développement, l'harmattan. Paris.
- Abedou, A, Bouyacoub, A, Kherbachi, H. (2013). L'entrepreneuriat en Algérie : données de l'enquête GEM 2011, GIZ et CREAD, Alger.
- Abedou, A., Bouyacoub, A., Lallement, M., Madoui, M. (2003). De la gouvernance des PME-PMI : regards croisés France-Algérie, l'harmattan, Paris.
- Allal, M. (2011). Des investisseurs déboussolés. L'Eco, 23.
- A.P.W. (2018). Annuaire statistique de la wilaya de Tizi-Ouzou.
- Aydalot, P. (1985). Economie régionale et urbaine, Economica, Paris.
- Bouyacoub, A. (2012). Investissements massifs pendant cinquante ans, pour quelle croissance?, Cahiers de CREAD n°100.
- Bouyacoub, A. (2003). Les PME en Algérie : dynamisme et limites institutionnelles. In Abedou, A., Bouyacoub, A., Lallement, M., Madoui, M., De la gouvernance des PME-PMI : regards croisés France-Algérie, l'harmattan, Paris.
- Dahmani, M. (1985). La localisation spatiale des investissements privés dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Cahiers de l'I.N.E.S., 4.
- Demazière, C. (1996). Du local au global, l'harmattan, Paris.
- Ferguene, A. (2004). P.M.E., territoire et développement local : le cas des pays du Sud, revue critique économique n°14.

- Ferguene, A., Hsaini, A. (1998). Entre l'ancrage territorial et l'ouverture internationale : une analyse des dynamiques locales au sud en termes de développement « ENDO-EXOGENE ». In Kherdjemil, B. Mondialisation et dynamiques des territoires, l'harmattan, Paris, 109-125.
- Greffe, X. (1984). Territoire en France, Economica, Paris.
- Greffe, X. (1989). Décentraliser pour l'emploi, les initiatives locales de développement, Economica, Paris.
- Groupe Banque européenne d'investissement (2022). Petites et moyennes entreprises. Tour d'horizon.
- Madoui, M., Gillet, A. (2005). Crise et mutations du modèle de développement algérien. Travail et emploi, 101.
- Meier, G.M., Seers, D. (1988). Les pionniers du développement, Economica, Paris.
- Ministère de l'Industrie et des Mines, (Novembre 2018). Bulletin d'information statistique de la PME, 33.
- Mokhtari S., (2022). Les déterminants de la défaillance des PME en Algérie. Une modélisation quantitative basée sur les systèmes experts, revue El-Acil Journal for Economic and Administrative Research, volume 6, n°2, octobre 2022.
- Moussaoui, A. (2016). Analyse d'une transition d'un espace de développement et d'aménagement du territoire : illustrée par l'exemple de la wilaya de Tizi-Ouzou. Thèse de Doctorat, Université de Tizi-Ouzou.
- OECD, (2019), OECD SME and Entrepreneurship Outlook 2019, Paris.
- Oualikene, S. (2008). Analyse empirique de la crise de performance du secteur agricole à partir de l'étude de cas d'une Wilaya côtière et de montagne : Grande-Kabylie, 1962 – 2008. Revue campus, 12.
- Oussalem, M.O. (2002). Entrepreneuriat privé et développement local. Eléments d'analyse à partir du cas de Tizi-Ouzou. Revue Insaniyat, 16.
- Tourjansky-Cabart, L. (1996). Le développement économique local, PUF, Paris.
- Weaver, C. (1983). Le développement par la base : vers une doctrine du développement territorial. In Planque, B. Le développement décentralisé. Litec/Gral, 179-197.
- Zemirli, R., Hammache, S. (2018). Le contexte entrepreneurial en Algérie : quelles opportunités et contraintes pour les jeunes entrepreneurs. Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit, 5.